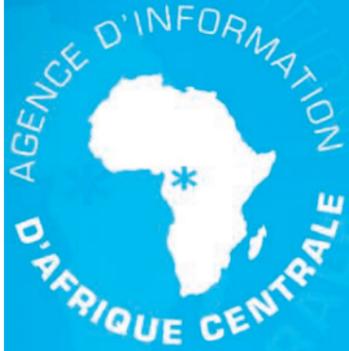
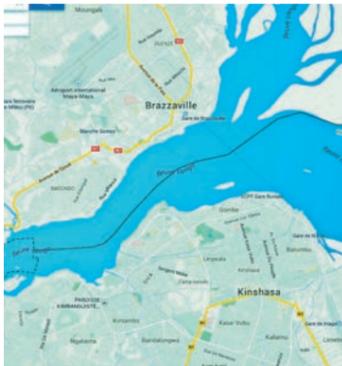


RD-CONGO

LE COURRIER
DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 4402 LUNDI 19 DÉCEMBRE 2022

SOMMET ETATS-UNIS /AFRIQUE

La RDC a fait entendre sa voix

Le sommet Etats-Unis-Afrique s'est achevé le 14 décembre après trois jours de travaux et de rencontres thématiques avec pour objectif la consolidation d'un partenariat stratégique entre les deux parties. La République démocratique du Congo (RDC) a fait savoir sa volonté d'attirer des investisseurs américains désireux de créer sur ses terres une industrie de transformation des matières premières stratégiques.

Page 3

Les Chefs d'États africains présents à Washington posant avec Joe Biden.



KASUMBALESA

L'ancienne cité gagne en puissance



Kasumbalesa se situe plus précisément à Sakania, un territoire haut-katangais qui partage environ 600 km de frontière avec la République de

Zambie. La modernisation de ce poste frontalier et son jumelage avec la cité de Musoshi, en 2013, a contribué énormément à son explosion.

Page 3

COOPÉRATION RDC /ETATS-UNIS

Le président Félix Tshisekedi s'est entretenu avec Samantha Power, l'administratrice de l'Usaid

La coopération bilatérale entre la RDC et les Etats-Unis était au centre d'un entretien que le président Félix Tshisekedi a eu avec Samantha Power, l'administratrice de l'Usaid, en marge du sommet Etats-Unis/Afrique. L'Usaid a notamment proposé son aide pour venir au secours des victimes des récentes inondations qui ont frappé Kinshasa à la suite des pluies diluviennes de la nuit du 12 au 13 décembre 2022.

Page 3



Séance de travail entre le Président Félix Tshisekedi et Samantha Power, l'administratrice de USAID

DOSSIER ELIANE OSINGI

Le gouvernement facilite son évacuation pour des soins appropriés

Le ministre de la Santé, le Dr Jean-Jacques Mbungani, a remis, au nom du gouvernement, une importante somme aux parents de la petite Éliane Osingi Botembe, sauvagement poignardée par leur bailleur à Kinshasa. L'enfant de 13 ans, dont l'état de santé est très préoccupant, doit être évacué à l'étranger pour des soins médicaux.

Page 4

ÉDITORIAL

L'opposition

Pour sa communication de fin d'année, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) a choisi de s'adresser à la presse, le moyen le plus approprié pour atteindre les horizons les plus éloignés et espérer mieux partager ses idées. Le 13 décembre, devant des journalistes, le mot liminaire du premier secrétaire de la principale formation politique de l'opposition congolaise, dont il est par ailleurs constitutionnellement le chef, contenait l'essentiel des observations portées à l'endroit de l'opinion publique, et tout particulièrement du pouvoir en place.

La plupart du temps, et c'est sans doute dans cette veine qu'elles sont constituées, les oppositions systématisent la critique de ceux qui sont aux affaires. Elles travaillent à la conquête du pouvoir et c'est tout naturellement qu'elles penchent vers cette systématisation du refus de voir que les hommes et les femmes qu'elles ambitionnent de remplacer un jour ont réussi dans tel ou tel domaine. L'Upads n'a pas déclaré soutenir l'action du gouvernement, mais elle ne s'est pas non plus engagée dans une « critique vaine et facile » de l'exécutif, privilégiant une méthode assez innovante qui est de critiquer et suggérer des pistes de solution aux nombreux problèmes que connaît le pays.

De la problématique de l'unité nationale à celle de la lutte contre la corruption, de la promotion de l'agriculture à la gestion de la vie chère, en passant par la gouvernance publique dans son ensemble, le parti d'opposition a énuméré les offres qu'il juge nécessaires à la reconquête des repères cardinaux de la nation, broyés chaque jour par les antivaleurs. Là où ce discours montre qu'il y a des batailles que l'opposition et la majorité doivent mener de concert est la référence à l'action du Parlement.

Pour le responsable de l'Upads qui est en même temps député à l'Assemblée nationale, il persiste de nombreux freins à la mise en œuvre du contrôle de l'action gouvernementale alors qu'il est l'un des atouts que le législateur a mis entre les mains des élus du peuple pour veiller à ce que les politiques publiques soient plus transparentes, plus efficaces. Une fois n'est pas coutume, l'opposition se dit « fière » qu'en matière de préservation des écosystèmes, depuis dix ans, le Congo fait figure de pionnier en Afrique. En revanche, pour ses nombreuses propositions précédentes, un brin désarmée, elle déclare : « A charge pour les gouvernants de s'en approprier le contenu et d'en juger la pertinence ».

Le Courrier de Kinshasa

JUSTICE

Un mandat d'arrêt international contre John Numbi

Le général en exil est recherché pour le rôle joué dans le double assassinat des défenseurs des droits de l'homme, Floribert Chebeya et Fidèle Bazana.



Le général John Numbi/DR

Dans une correspondance, le ministre des Affaires étrangères congolais, Christophe Lutundula, demande à l'ambassadeur du Zimbabwe en République démocratique du Congo (RDC) de transmettre au BCN-Interpol/Harare/Zimbabwe, la commission rogatoire internationale, le mandat d'arrêt international à l'encontre du général d'armée John Numbi, en exil au Zimbabwe depuis mars 2021. Ce mandat

d'arrêt a été lancé par l'auditorat général des Forces armées de la RDC. Le général John Numbi, rappelons-le, a fui le pays en mars 2021 dans un contexte marqué par la rupture de l'alliance entre Félix-Antoine Tshisekedi et son prédécesseur, Joseph Kabila. Ce proche de l'ancien président est depuis exilé au Zimbabwe et tout le temps soupçonné de préparer une déstabilisation à partir de ce pays de l'Afrique australe.

François Beya, l'ancien conseiller spécial en matière de sécurité du chef de l'État, a été notamment reproché lors de son arrestation en février dernier d'entretenir de liens avec le groupe de John Numbi, dont un voyage non signalé au Zimbabwe. Le nom de John Numbi est surtout associé à l'affaire de l'assassinat, en juin 2010, de deux activistes des droits de l'homme, dont Floribert Chebeya et Fidèle Bazana. Le corps de ce dernier n'a jamais été retrouvé jusqu'à ce jour. Pour les activistes des droits de l'homme et la famille des deux défenseurs des droits de l'homme, John Numbi est le suspect numéro 1 dans ce double meurtre, étant considéré et cité par ses collaborateurs comme le donneur d'ordres. Dernièrement, une bonne cargaison d'armes de guerre a été découverte dans une de ses résidences, dans la commune de la Gombe.

Lucien Dianzenza

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédaction en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila

Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundaka Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

INONDATIONS À KINSHASA

Les élus de la capitale chez Gentiny Ngobila

Le gouverneur de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a échangé, le 16 décembre, avec les députés nationaux élus de cette ville. Les deux parties ont scruté la situation sociale, notamment l'insécurité, le banditisme urbain, la succession des sinistres ainsi que les décès enregistrés lors des dernières pluies ayant causé mort d'hommes et d'importants dégâts matériels.



Le gouverneur Ngobila et les députés nationaux élus de Kinshasa/DR

Le maire de la ville de Kinshasa a fait part à ses hôtes de la charge qui incombe à la société Sopeka, qui a signé un contrat avec le gouvernement central pour la gérance de la route de Matadi. Evoquant les causes de ces catastrophes

naturelles, il leur a parlé aussi des causes des inondations dans la capitale qui sont, entre autres, le débordement ou les crues des cours d'eau, la sortie des cours d'eau de leurs lits majeurs ou mineurs, les refoulements des eaux

du fleuve vers les affluents, les tonnes d'immondices qui jonchent les rues de la capitale, le non-curage régulier des caniveaux par l'Office de voirie et drainage, le manque de respect des normes urbanistiques, l'occupation des

sites non aedificandi ainsi que la non-observance du civisme par la population qui confond les ouvrages d'assainissement à la décharge publique.

L'Hôtel de ville a pris la charge des obsèques des victimes. Le gouverneur Gentiny Ngobi-

la a rassuré les élus du peuple quant aux dispositions prises pour l'organisation des obsèques des victimes de ce drame. Satisfaits des explications fournies, les députés nationaux ont promis de faire un plaidoyer auprès de l'exécutif national pour pouvoir respecter ses engagements vis-à-vis de la ville de manière à ce qu'elle reflète l'image d'une capitale digne de son nom. Les députés nationaux ont, par ailleurs, félicité le gouverneur Ngobila pour les efforts déjà consentis, notamment sur la construction des routes, l'éclairage public ainsi que l'embellissement de la ville. Ils ont, enfin, sollicité un cadre de concertation pour échanger de temps en temps en vue de pouvoir apporter des solutions aux problèmes des Kininois.

Lucien Dianzenza

KINSHASA

L'Usaid à la rescousse des victimes des dernières inondations

La coopération bilatérale entre la République démocratique du Congo (RDC) et les Etats-Unis était au centre d'un entretien que le président de la République, Félix Tshisekedi, a eu avec Samantha Power, l'administratrice de l'Agence américaine pour le développement international (Usaid), en marge du sommet Etats-Unis/Afrique qui venait de se tenir à Washington.



Le poste frontalier de Kasumbalesa

Le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, accompagné de la vice-Première ministre et ministre de l'Environnement, Eve Bazaiba; du ministre des Finances, Nicolas Kazadi; et de l'ambassadrice de la RDC aux Etats-

Unis, Marie-Helene Matthey, a eu une séance de travail avec Samantha Power, l'administratrice de l'Usaid, concernant la coopération bilatérale entre la RDC et les Etats-Unis.

Les échanges ont porté sur le travail mené en

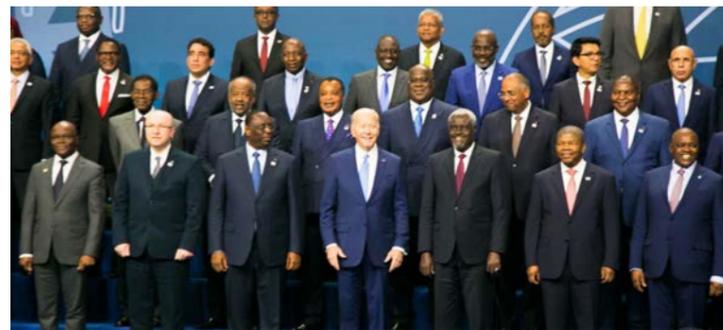
RDC par l'Usaid dans les domaines de la santé, des infrastructures ou de l'agriculture. L'agence américaine agit déjà auprès de la population victime de la violence à l'est du pays et elle veut renforcer son action, notamment pour accompagner le processus électoral dans le pays. L'Usaid a aussi proposé son aide pour venir au secours des victimes des récentes inondations qui ont frappé la ville de Kinshasa à la suite des pluies diluviennes de la nuit du 12 au 13 décembre.

Alain Diasso

SOMMET ETATS-UNIS/AFRIQUE

La RDC a fait entendre sa voix

Le sommet Etats-Unis/Afrique s'est achevé, le 14 décembre, au terme de trois jours de travaux et de rencontres thématiques diverses avec pour objectif la consolidation d'un partenariat stratégique, politique, économique et sécuritaire entre les deux parties.



Les Chefs d'États africains présents à Washington posant avec Joe Biden.

L'on peut retenir trois annonces majeures issues de ces assises : les Etats-Unis d'Amérique vont investir 15 milliards de dollars pour le commerce et l'investissement en Afrique, ils vont soutenir l'octroi à l'Afrique d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies et souhaitent l'intégration de l'Union africaine comme membre du G20. Durant ce sommet,

la République démocratique du Congo (RDC) a fait entendre sa voix pour dénoncer l'agression injuste dont elle est victime de la part des terroristes du M23 soutenus par le Rwanda et aussi pour faire savoir sa volonté d'attirer des investisseurs américains désireux de créer dans ce pays une industrie de transformation de ses matières premières stratégiques.

A.D.

DOSSIER ELIANE OSINGI

Le gouvernement facilite son évacuation pour des soins appropriés

Le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Jean-Jacques Mbungani, a remis, au nom du gouvernement de la République, une importante somme aux parents de la petite Éliane Osingi Botembe, qui a été sauvagement poignardée par leur bailleur, à Kinshasa.

L'enfant de 13 ans, dont l'état de santé est très préoccupant, doit être évacué à l'étranger pour des soins médicaux. Une enveloppe a été remise récemment à ses parents, lors d'une audience qui leur a été accordée par le ministre de la Santé publique. Les parents d'Éliane avaient été accompagnés par les députés nationaux Ados Ndombasi et Deo Nkusu. Cette fillette, précisons-le, a été poignardée par le bailleur de ses parents, à la suite d'un conflit parcellaire. Son état de santé est tellement critique qu'elle ne parvient même plus à marcher, ses membres inférieurs étant pratiquement paralysés et entraînant des douleurs atroces



partout.

Dépourvus des moyens financiers pour assurer une bonne prise en charge médicale de leur fille, les parents d'Éliane avaient lancé un SOS à travers les

médias. Un cri de détresse qui a heureusement été entendu par le ministre Jean-Jacques Mbungani qui a vite réagi en leur faveur, en assurant la prise en charge médicale de

l'enfant au niveau local.

En dépit des soins administrés, Éliane Osingi Botembe est toujours incapable de se remettre au regard de la persistance des douleurs au niveau de

son ventre qui est gonflé. Face à cette triste réalité, le ministre de la Santé n'a pas croisé les bras et a jugé utile que la petite Éliane soit d'urgence transférée en Afrique du Sud ou en Inde pour des soins appropriés.

Sa générosité n'a pas aussi laissé indifférent le père de la petite Éliane qui n'a pas manqué de lui exprimer sa gratitude, pour avoir non seulement porté le cas de sa fille dans son cœur mais aussi pour s'être personnellement impliquée jusqu'à déboursier des moyens financiers conséquents pour assurer son évacuation et sa prise en charge médicale à l'étranger

Blandine Lusimana



**MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX**

SOCIETE YA BISO MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie



Assurance tous risque chantier

**PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES**

**EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO**

SOMMET ETATS-UNIS /AFRIQUE

Washington met en garde contre l'influence de Pékin et Moscou sur le continent

Washington a dénoncé le rôle « déstabilisateur » de Pékin et Moscou en Afrique, en déroulant le tapis rouge aux dirigeants africains à qui il a été promis 55 milliards de dollars d'aide en vue de regagner en influence sur le continent.

Près d'une cinquantaine de dirigeants africains ont été invités au sommet, le second de la sorte, après celui organisé en 2014 sous la présidence de Barack Obama, et que le président américain Joe Biden entend mettre à profit pour repositionner son pays sur le continent. Le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, a constaté que « la Chine étend son empreinte sur le continent quotidiennement (...) et cela pourrait avoir un effet déstabilisateur si ce n'est pas déjà le cas ». Quant à la Russie, elle « continue d'envoyer des armes à bas prix et des mercenaires » à travers le continent. « La combinaison des activités de ces deux pays, je crois que cela mérite d'y prendre

garde. Et il est clair que leur influence pourrait être déstabilisatrice », a relevé le chef du Pentagone.

Dans leur offensive de charme, les États-Unis ont promis de consacrer 55 milliards de dollars à l'Afrique sur trois ans, dont 4 milliards de dollars pour l'embauche et la formation de personnels soignants, tirant les leçons de la pandémie de covid-19. Le sommet a également abordé le sujet de l'exploration de l'espace avec la signature par le Nigeria et le Rwanda des accords Artemis - premiers pays africains à le faire.

Partenariat

Les États-Unis plaideront notamment en faveur d'un rôle accru pour l'Afrique sur la

scène internationale, avec un siège au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, et pour que l'Union africaine soit formellement représentée au G20. Lors d'un forum organisé en marge du sommet avec la diaspora africaine aux États-Unis, le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, a assuré que la nouvelle stratégie des États-Unis se résumait à un seul mot : « Partenariat », « en reconnaissant que nous ne pouvons pas régler seuls nos priorités partagées ». Les États-Unis se gardent cependant de parler d'une compétition ouverte avec la Chine sur le continent. Pékin est le premier créancier mondial des pays pauvres et en développement et investit massive-

ment sur le continent africain, riche en ressources naturelles. Outre les investissements, le changement climatique, l'insécurité alimentaire - aggravée par la guerre en Ukraine - ou encore les relations commerciales et la bonne gouvernance ont été au centre de la rencontre.

Conflits régionaux

En marge des rencontres bilatérales, le sommet de Washington a été l'occasion d'aborder une série de conflits, de l'Éthiopie à la République démocratique du Congo. Antony Blinken s'est entretenu avec le président congolais, Félix Tshisekedi, notamment sur le conflit dans l'Est du pays face à la rébellion du M23. Félix Tshisekedi a sollicité « le

soutien et les pressions des États-Unis pour qu'on mette fin » à ce conflit. L'Éthiopie était aussi à l'ordre du jour avec la présence du Premier ministre, Abiy Ahmed. « Nous sommes devant, je pense, un moment historique pour le pays », a déclaré Antony Blinken. Le chef de la diplomatie américaine s'est également entretenu avec le président somalien, Hassan Sheikh Mohamoud, saluant son action dans la lutte contre les islamistes radicaux shebab. En marge du sommet, les États-Unis ont annoncé une nouvelle aide humanitaire de 411 millions de dollars pour la Somalie, menacée par la famine en raison d'une sécheresse.

Noël Ndong

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

Le président de l'UA déplore la lenteur dans les procédures de passations des marchés

Des délais anormalement longs constituent un frein à la coopération, au commerce et à l'investissement, selon le président en exercice de l'Union africaine (UA), le Sénégalais Macky Sall.

Le président de l'UA veut des solutions aux lenteurs enregistrées dans les délais de passation des marchés qui, selon lui, constituent un frein à l'exécution des projets et programmes de développement en Afrique. Macky Sall s'exprimait au forum des affaires du sommet États-Unis/Afrique, à Washington. « Ma dernière remarque porte sur les lenteurs excessives qui plombent l'exécution des projets et programmes de développement. Les délais de passation des marchés publics sont souvent trop longs », a-t-il relevé. Des délais pouvant aller jusqu'à 389 jours pour un appel d'offres international, 273 jours pour un appel d'offres restreint, 298 jours pour un appel d'offres national et 90 jours pour une demande de renseignements et de prix, a soutenu Macky Sall, notant que ces chiffres ont été établis par la Banque mondiale en 2015.

« Ces délais anormalement longs, avec des procédures et formalités complexes, conduisent fatalement à la faiblesse des taux de décaissement des financements des projets de développement », a-t-il déploré, estimant que le temps était compté pour l'Afrique qui se veut émergente. « Il nous faut œuvrer ensemble et avoir le courage de réformer pour lever toutes ces barrières qui constituent un frein à la coopération, au commerce et à l'investissement », a-t-il recommandé. Ceci, a fait savoir le président sénégalais, est un préalable pour un partenariat prospère.

« Il nous faut œuvrer ensemble et avoir le courage de réformer pour lever toutes ces barrières qui constituent un frein à la coopération, au commerce et à l'investissement »

Il a aussi relevé l'accès au crédit ainsi que la révision de la perception du risque « anormalement élevée » comme autres points entrant dans les préalables à remplir si on veut bâtir un partenariat pour un avenir prospère et résilient « comme le veut le thème du forum ». Le forum des affaires qui s'est tenu au deuxième jour du sommet États-Unis/Afrique a mis l'accent sur l'augmentation du commerce et des investissements bilatéraux. Les dirigeants du secteur privé de plus de 300 entreprises américaines et africaines y ont pris part.

N.Nd.

MONNAIE

Mise en circulation d'une nouvelle gamme de billets en Afrique centrale

Les billets de la gamme 2020 de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) ont été mis en circulation le 15 décembre, dans les six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, Centrafrique et Guinée équatoriale),

La nouvelle gamme de billets de banque de 500, 1000, 2000, 5000 et 10000 FCFA, encore appelée la gamme 2020, arrive vingt ans après celle de 2002. Cette mutation vise un double objectif. Premièrement, avoir une longueur d'avance sur les contrefacteurs, en fabriquant des billets comportant des signes de sécurité modernes et difficilement falsifiables, avec pour corollaire une li-

mitation de la circulation des faux billets dans la zone; second, améliorer la qualité de la circulation fiduciaire en remplaçant progressivement les billets de la gamme 2002, le plus souvent usés, par des billets neufs de la gamme 2020. Malgré la mise en circulation de ces nouveaux billets, ceux de la gamme 2002 continuent d'être en vigueur. Ils seront progressivement retirés de la

circulation au fur et à mesure de leur retour aux guichets de la BEAC à partir du 1^{er} janvier 2024. Mais, la date de leur démonétisation complète n'est pas encore connue, et pourrait même intervenir dans au moins une décennie. Pour preuve, la démonétisation de la gamme de 1992 n'est prévue qu'en juin 2024, soit 32 ans après sa mise en circulation.

N.Nd.

DIPLOMATIE

Catherine Colonna en visite officielle au Maroc

Le déplacement de deux jours de la ministre française des Affaires étrangères, Catherine Colonna, à Rabat, visait à préparer la visite du président français, Emmanuel Macron, en janvier 2023.

Catherine Colonna s'est rendue jeudi au Maroc où elle a été reçue par son homologue Nasser Bourita. Pour la diplomatie française, l'objectif de cette rencontre bilatérale a été « d'évoquer toutes les dimensions du partenariat bilatéral exceptionnel entre le Maroc et la France, caractérisé notamment par l'étroitesse et la richesse des liens humains de part et d'autre de la Méditerranée ». Les deux ministres ont abordé également la question de la coopération économique entre les deux pays, ainsi que les questions régionales et globales d'inté-

rêt commun, notamment la guerre d'agression russe en Ukraine et ses conséquences, au premier rang desquelles l'insécurité alimentaire qui affecte particulièrement le continent africain. Catherine Colonna a reçu également des représentants du monde des affaires au Maroc avant de se rendre au lycée français René-Descartes de Rabat. Ce déplacement à Rabat visait également à préparer « une visite du président Emmanuel Macron prévue en janvier », selon des sources diplomatiques. Les relations entre Paris et Rabat ont connu des tensions

en 2021, notamment suite aux révélations concernant l'affaire « Pegasus », et à la suite des restrictions imposées par la France dans l'octroi de visas aux citoyens marocains et algériens. Sur le plan économique, la France est le premier partenaire du Maroc et le premier investisseur étranger, disposant de 35,1 % du stock total d'investissements directs étrangers dans le pays de l'Atlas en 2017. Sur le plan des échanges commerciaux, elle est le deuxième fournisseur commercial du Maroc et son deuxième client.

N.Nd.

INTERVIEW

Chrysoula Zacharopolou : « Le partenariat entre la France et le Congo est exceptionnellement riche »

A l'occasion de son séjour de travail à Brazzaville, la secrétaire d'Etat française chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux, a accordé, le 19 décembre, une interview exclusive aux « Dépêches de Brazzaville », dans laquelle elle a évoqué les relations d'amitié et de coopération entre la France et le Congo, ainsi que les axes prioritaires de leur partenariat.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Madame, après la Zambie et l'Afrique du Sud en octobre dernier, le Congo fait partie des pays africains que vous visitez avant la fin de cette année. La France et le Congo ont des relations bilatérales particulières et historiques. Aujourd'hui, on a le sentiment que Paris semble se détourner de Brazzaville. Est-ce que, selon vous, les relations entre les deux pays sont au beau fixe et qu'est-ce qui le prouve ?

Chrysoula Zacharopolou (C.Z.) : Le Congo et la France partagent une histoire commune, mais surtout une volonté d'avancer ensemble vers un avenir en commun. Notre partenariat est exceptionnellement riche et nous permet d'agir ensemble dans de très nombreux domaines. Je vais vous partager quelques exemples de priorités congolaises que la France accompagne.

Votre jeunesse a une énergie et des talents remarquables, et la France vous accompagne pour la former et lui offrir des opportunités d'emplois, comme j'aurai l'occasion de le voir dans un centre d'éducation de formation et d'apprentissage de Brazzaville, qui forme 1000 jeunes par an.

Votre pays souhaite développer ses infrastructures et la France vous accompagne sur des projets précis, comme le montre la route de la Corniche que je visiterai cet après-midi. Les écosystèmes du Bassin du Congo sont un des grands poumons de la planète, et la France vous accompagne pour les préserver et les valoriser.

La France est aux côtés du Congo pour accompagner et soutenir ses projets et ses priorités. Nous avons encore de nombreux domaines où nous pouvons renforcer ce partenariat. Votre ministre de la Culture est, par exemple, venue récemment à Paris pour évoquer la volonté du Congo de développer un partenariat autour des musées. Ainsi, je serai à l'écoute des souhaits que m'exprimeront vos dirigeants et la population, notamment la jeunesse, que je rencontrerai durant ces deux jours sur place.

L.D.B. : Quels sont les projets phares en matière de développement entre le Congo et la France ? Et quels sont les projets futurs ?

C.Z. : La France est le premier

partenaire de développement du Congo. Depuis 2009, nous avons soutenu, via l'Agence française de développement (AFD), un total de trente-six projets portés par les Congolais. Ce sont des projets qui améliorent la vie quotidienne des Congolais, en renforçant l'accès à l'eau, à l'électricité et à la santé, en soutenant la formation professionnelle et l'accès aux emplois, ou encore en soutenant la population la plus vulnérable pour l'accès à des services sociaux.

L.D.B. : Comment la France encourage-t-elle les efforts pour la préservation de la biodiversité ?

C.Z. : Ici au Congo, vous savez combien la nature est une ressource vitale, tant pour votre environnement que pour votre développement. C'est pourquoi la protection de la biodiversité, la lutte contre le changement climatique et la valorisation des ressources naturelles (forêt, agriculture, ...) sont des axes prioritaires du partenariat franco-congolais.

Nous contribuons, par exemple, à la relance de l'agriculture durable, dans des domaines comme le maraîchage et le cacao ; la promotion d'une préservation et utilisation durable des forêts qui inclut pleinement les communautés villageoises et autochtones ; ou encore à l'adaptation aux effets du changement climatique, comme la gestion des érosions côtières et l'approvisionnement en eau potable des villes congolaises.

Nous allons continuer de développer ce partenariat et je signerai aujourd'hui, avec le ministère de l'Economie et des Finances et l'AFD, un nouvel accord de financement pour un usage durable des terres qui sera mis en œuvre par les ministères en charge de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'Environnement et de l'Economie forestière. Plus largement, la France a fait de la lutte contre le changement climatique et de la préservation de la biodiversité, et particulièrement de la préservation des forêts tropicales, une priorité forte de son action internationale.

C'est le message que j'ai porté la semaine dernière à la COP15, à Montréal. Un sommet consacré aux forêts tropicales, « le One forest summit », se tiendra l'année prochaine au Gabon. Le Congo y est invité et aura toute sa place. Il pourra mettre en va-

leur ses nombreuses initiatives, nationales et régionales, en faveur de la préservation de son patrimoine naturel.

L.D.B. : Quelles innovations le sommet Afrique-France du 8 octobre 2021 à Montpellier a apportées dans les relations entre la France et ses partenaires africains, alors que la plupart des chefs d'Etat n'y avaient pas participé ?

C.Z. : Dès le début de son mandat, le président Emmanuel Macron a souhaité écrire une nouvelle page de la relation entre la France et les pays du continent africain. Nous avons, pour cela, engagé un dialogue franc, entre partenaires égaux, sur l'ensemble des sujets y compris les sujets mémoriels. Nous partageons une même volonté de regarder notre histoire commune droit dans les yeux. C'est notamment pour cela qu'a été célébré avec chaleur et fraternité, en octobre 2020 à Brazzaville, le 80e anniversaire de l'arrivée du général de Gaulle à Brazzaville, « Capitale de la France libre ».

Nous avons pour habitude de dire que les jeunes africains sont l'avenir du continent. En réalité, elles sont déjà le présent. Elles sont donc naturellement au cœur des relations entre la France et ses partenaires africains. Le sommet de Montpellier, qui a placé les jeunes venus de tout le continent au centre des échanges, a marqué notre volonté de dialoguer encore davantage avec vos jeunes, et de créer des ponts entre nos jeunes. Sur tout le continent, notre priorité est de répondre aux aspirations de la jeunesse, en intégrant pleinement la formation, la culture ou encore le sport dans notre partenariat.

L.D.B. : La question de la dette pèse beaucoup dans le développement des pays africains. Des efforts sont faits pour alléger le poids de la dette dans les économies africaines. Cette question continue-t-elle de préoccuper la France ? Y a-t-il de nouvelles initiatives pour soulager les Africains du poids de la dette ?

C.Z. : La France est depuis longtemps très engagée aux côtés des pays africains pour le traitement de leur dette. Il est indispensable de redonner des marges de manœuvre pour que des pays comme le vôtre puissent faire face aux



chocs externes et investir pour le développement. Nous avons pris plusieurs initiatives avec le G20, pour la suspension du service de la dette, pendant la crise sanitaire, et la mise en œuvre d'un cadre commun de traitement, qui inclut les créanciers publics et le secteur privé. Les avancées réalisées en faveur d'autres pays, comme au Tchad ou en Zambie, sont encourageantes.

Ces nouvelles initiatives sont déterminantes pour répondre à la crise de surendettement qui menace le continent, notamment du fait de l'augmentation massive de la dette d'origine chinoise au cours de la dernière décennie. Ces enjeux seront au cœur du sommet sur le « nouveau pacte financier » annoncé par le président Macron et prévu en juin 2023.

L.D.B. : Existe-t-il un volet santé dans le partenariat entre la France et le Congo et en quoi consiste-t-il ?

C.Z. : Oui, les questions de santé ont toute leur place dans notre partenariat, car c'est évidemment un sujet central et un défi majeur dans le monde entier, y compris au Congo. La France est notamment engagée, à hauteur de 10 millions d'euros, dans le financement d'un vaste chantier de rénovation du Centre hospitalier universitaire de Brazzaville. Des programmes franco-congolais ont également permis de former 2 000 professionnels de santé depuis 2014.

L.D.B. : L'Afrique centrale est une pièce maîtresse dans la Francophonie : que fait-on pour encourager une préservation de la langue française au cœur de l'Afrique ?

C.Z. : La francophonie, c'est aujourd'hui des milliers d'accents, de sonorités, de nouveaux mots. C'est une langue qui se réinvente chaque jour aux quatre coins du monde. Elle a 300 millions d'ambassadeurs à travers la planète. La jeunesse francophone est chaque jour un peu plus africaine. Et l'épicentre de la Francophonie ne se trouve pas à Paris, mais sans doute quelque part sur le

fleuve Congo. Les Congolais, et notamment les auteurs et les artistes, en font pleinement partie. Je pense à de grands écrivains, comme Sony Labou Tansi hier ou Alain Mabankou aujourd'hui. Ils incarnent cette Francophonie créative et dynamique tant appréciée à travers le monde.

L.D.B. : La jeunesse africaine francophone rêve beaucoup de poursuivre les études supérieures en France. Mais, les conditions d'accès dans les universités françaises sont très très sélectives. Cela ne constitue-t-il pas un frein à la consolidation de la Francophonie quand on sait que nombre de ces étudiants sont contraints d'aller en Chine et dans les pays anglophones pour poursuivre leurs études ?

C.Z. : La France accueille plus de 100 000 étudiants venus du continent africain au total. Ces chiffres sont en hausse constante. La France est fière de soutenir l'accès des jeunes francophones à l'excellence de son système universitaire. Mais nous agissons aussi pour leur offrir des opportunités de formation chez eux, dans leur pays, comme nous le faisons ici au Congo en soutenant les centres d'éducation, de formation et d'apprentissage, ou encore nos partenariats avec les universités locales.

L.D.B. : Pour terminer, qu'est-ce que les Congolais peuvent retenir de votre visite officielle en leur terre, dans le raffermissement des relations bilatérales entre la France et le Congo ?

C.Z. : Que la France et l'Europe sont des partenaires fiables et plus que volontaires pour accompagner le Congo dans son développement. Nous sommes à l'écoute de vos priorités et de vos aspirations. Et surtout, nous devons agir ensemble pour relever les grands défis mondiaux en matière de santé, d'environnement ou encore d'alimentation.

Propos recueillis par Yvette Reine Nzaba

ETATS-UNIS/AFRIQUE

Denis Sassou N'Guesso plaide pour un partenariat « réaliste et juste »

Lors du sommet Etats-Unis/Afrique réunissant du 13 au 15 décembre, à Washington, une cinquantaine de dirigeants du continent, le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, a invité les Etats-Unis à s'intéresser à l'Afrique.

« Les Etats-Unis d'Amérique doivent saisir les immenses opportunités d'investissement qu'offre l'Afrique et être à nos côtés dans le processus irréversible d'industrialisation et de développement de notre continent », a déclaré Denis Sassou N'Guesso, lors du panel sur le thème « Pour une Afrique prospère, assurer une croissance inclusive et un développement durable ».

L'Afrique représente, selon le président congolais, « une terre exceptionnelle d'opportunités. Même si notre continent connaît depuis plus de deux décennies une transformation et une évolution sans précédent, les enjeux et les besoins en investissement demeurent considérables ».

En effet, l'intégration de l'Afrique au sein des marchés mondiaux, le boom démographique ainsi que l'esprit d'entreprise et d'innovation à l'échelle du continent présentent une opportunité extraordinaire d'investissement dans l'avenir de l'Afrique pour les Etats-Unis.

« Pour un continent où l'électricité doit être apportée à plus de 600 millions d'habitants, où les besoins en finan-



Photo de famille à l'issue du sommet/DR

cement dans le domaine des infrastructures s'élèvent à plus de 100 milliards de dollars par an, et qui concerne 60% des terres arables, d'importantes réserves de minerais et comptera 2,5 milliards de consommateurs d'ici à 2050, son attractivité économique est sans commune mesure », a assuré Denis Sassou N'Guesso.

« Mon pays invite, particulièrement les Etats-Unis d'Amé-

rique et le secteur privé américain à s'intéresser aux projets relatifs au Programme de développement des infrastructures en Afrique, en mettant l'accent sur le développement des énergies renouvelables, afin de permettre au continent d'amorcer sa transition énergétique sur la base des énormes potentialités », a-t-il ajouté.

En outre, le chef de l'Etat a appelé également à réagir à l'urgence agricole et alimentaire

qui menace le continent du fait de la guerre en Ukraine et du réchauffement climatique.

Dans cette optique, la République du Congo, a-t-il poursuivi, « se propose pour l'Afrique et le reste du monde de produire les engrais et les fertilisants grâce à ses importants gisements de phosphate, de potasse et de gaz, disponibles dans un rayon de moins de 50 kilomètres du port en eau profonde de la ville de Pointe-

Noire, au bord de l'océan Atlantique. Il s'agit là d'une solution concrète que les partenaires financiers et industriels américains pourraient soutenir sans réserve dans notre intérêt à tous ».

Parlant des effets du réchauffement climatique, le président de la République du Congo a souligné l'importance de la décision prise lors de la COP 27 en Egypte, à savoir l'initiative visant à l'instauration de la « Décennie mondiale de l'afforestation ».

Enfin, Denis Sassou N'Guesso a réitéré son appel « aux investisseurs américains, aux partenaires publics et privés à soutenir et accompagner l'Afrique à relever les défis auxquels elle est confrontée, et qui constituent, dans le même temps, d'extraordinaires opportunités économiques et des atouts pour la reprise économique mondiale ».

En dépit du contexte international particulier, il a salué l'organisation du sommet Etats-Unis/Afrique, le second du genre, après celui de 2014, se félicitant du « choix pertinent » du thème du panel.

Yvette Reine Nzaba

CENTRAFRIQUE

Les derniers militaires français ont quitté le pays

L'armée française quitte la Centrafrique après 62 ans de présence. Les autorités françaises avaient annoncé, en octobre dernier, que les 130 derniers militaires déployés dans ce pays allaient le quitter d'ici à la fin de cette année.

L'armée française en Centrafrique a procédé, le 15 décembre dernier, au « rapatriement des derniers VAB (Véhicule de l'avant blindé) de la Mission logistique Bangui (Mislog) », chargée d'assurer un soutien aux forces de l'Union européenne et aux militaires français insérés au sein de la force de l'Organisation des Nations unies. Il s'agit d'« une manœuvre nominale exécutée avec des moyens conséquents de l'armée de l'air française en liaison constante avec les autorités centrafricaines », a souligné la Mislog. D'après les forces françaises en Centrafrique, cette « manœuvre logistique rapide et professionnelle » qui a débuté le 1er novembre à l'aéroport Mpoko de Bangui et qui s'est faite avec « plusieurs rotations » aériennes, « agit en transparence et en liaison avec les autorités centrafricaines ».

Selon le ministère français de la Défense, « avant chaque départ de convois de la Mislog, les contrôles

et scellages de conteneurs sont effectués en étroite collaboration avec les gendarmes et douaniers centrafricains. Cela permet aux convois de circuler en toute transparence ». La Mislog dépend des Eléments français au Gabon et son démantèlement était demandé par le ministère français de la Défense, qui estime que ses moyens pourraient trouver une meilleure utilité. La coopération militaire entre la mission de formation de l'Union européenne et la Centrafrique a été suspendue depuis 2021, les autorités françaises accusant les autorités centrafricaines d'attiser le sentiment anti-français dans le pays. L'armée française est intervenue à plusieurs reprises en Centrafrique qui a connu plusieurs décennies de conflits. Tout d'abord dans les années 1979-1981 avec les opérations Caban et Barracuda, de 1996 à 1997 avec les opérations Almandin I, II et III, en 2003 avec Boali, et en 2016 avec Sangaris.

Noël Ndong

Joe Biden favorable à une présence africaine dans toutes les institutions internationales

S'exprimant le 15 décembre devant une cinquantaine de dirigeants africains réunis en sommet à Washington, le président américain, Joe Biden, a plaidé en faveur d'une représentation permanente de l'Afrique « partout » et « dans toutes les institutions » mondiales dont le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) et le G20.

Joe Biden a estimé que « L'Afrique doit être à la table dans chaque salle et dans toutes les institutions », en citant le Conseil de sécurité de l'ONU et le G20 pour lequel il a dit qu'il soutiendrait la candidature de l'Union africaine. Cette démarche s'inscrit dans les efforts de Washington pour relancer les liens avec une région mondiale passée au second plan dans la politique étrangère américaine ces dernières années.

Après avoir rappelé une série d'aides pour l'Afrique en matière de sécurité ou de réformes démocratiques, il a encore plaidé pour une meilleure gouvernance sur le continent, un sujet qui aura dominé le sommet de trois jours sur l'Afrique. « Les Etats-Unis sont à fond pour l'Afrique et avec l'Afrique », a-t-il assuré.

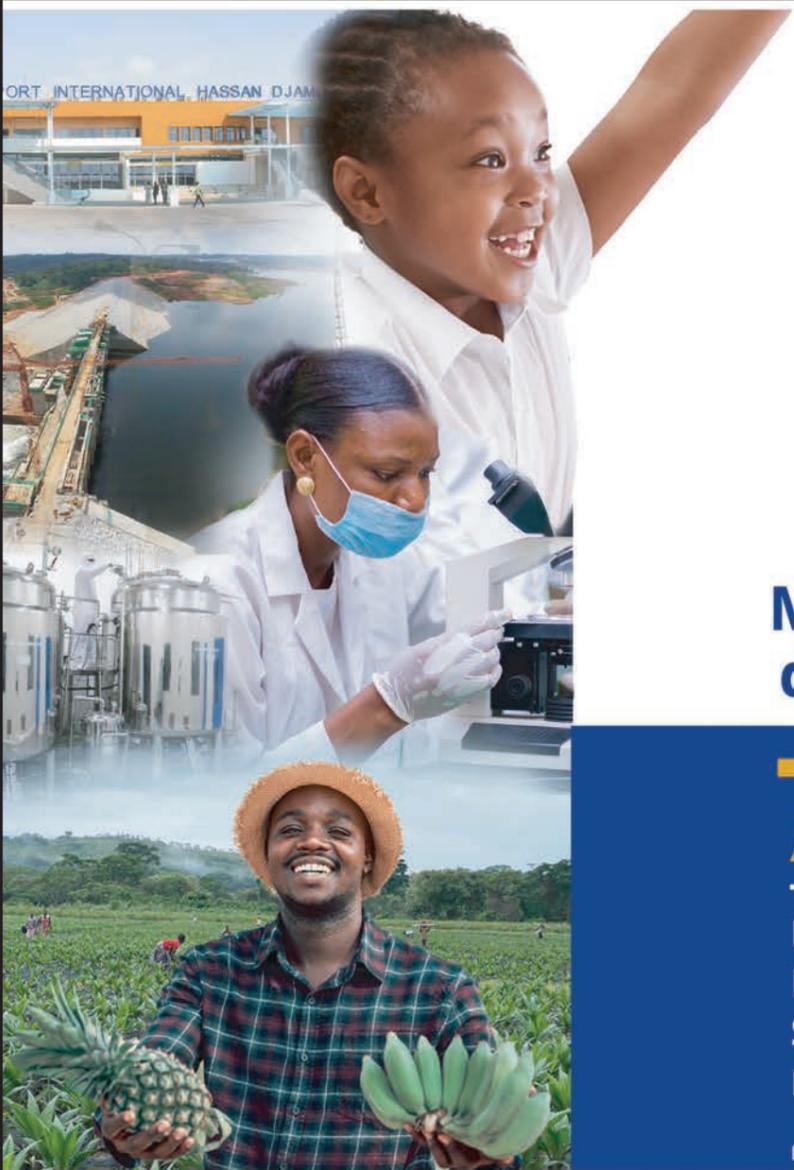
Le dirigeant démocrate a annoncé également une tournée en Afrique subsaharienne, sans cependant préciser de date, ce qui serait la première visite

d'un président américain sur le continent depuis celle de Barack Obama, en 2015, au Kenya et en Ethiopie.

La prise de position du président américain a été vivement saluée par le président en exercice de l'Union africaine, Macky Sall. « Je voudrais saluer, au nom de tous les collègues, la décision importante de soutien du président Biden de la participation de l'Afrique comme membre permanent du G20. Mais aussi saluer son soutien pour l'intégration du continent comme membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies », a déclaré le Sénégalais Macky Sall.

Avant d'accueillir les dirigeants africains à dîner, mercredi soir, Joe Biden avait, d'ailleurs, reçu à la Maison-Blanche les dirigeants de six pays africains où se tiendront l'an prochain des élections que les Etats-Unis « entendent surveiller de près ».

Y.R.Nz.



BDEAC

Emprunt obligataire
par Appel Public à l'Épargne
« **BDEAC 6% NET 2022 - 2029** »

Mettons notre épargne au service de notre développement durable

78 milliards F CFA

Période de souscription : Du 07 au 21 décembre 2022
Prix de l'obligation : 10 000 (dix mille) FCFA
Souscription minimale : 10 (dix) obligations
Maturité : 7 (sept) ans

Le document d'information a été enregistré par la COSUMAF sous le N° COSUMAF - APE - 06/22

Arrangeurs et chef de file : **UPLINE SECURITIES CENTRAL AFRICA**  **SOCIETE GENERALE** Capital Securities - Central Africa  **ASCA**  **AFG Capital** atlantic group  **EMERALD SECURITIES SERVICES** BOURSE 

 ASSOCIATION DES ANCIENS ENFANTS DE TROUPE

NÉCROLOGIE



Le président du bureau exécutif national de l'association des Anciens enfants de troupe du Congo (AET) informe toute la communauté des anciens enfants de troupe, du décès de l'AET Aaron Nkakou, matricule 632 de la promotion des grands anciens, survenu le 12 décembre 2022 en France.

La veillée funèbre se tient à son domicile situé derrière l'ambassade de la République centrafricaine en République du Congo.

Toutes les dispositions inhérentes à l'inhumation de ce vénérable grand ancien seront communiquées ultérieurement.



Les familles Balimba, Pongault et Potard Mohoussa ont la profonde douleur de porter à la connaissance de tous les membres des familles respectives, des amis et connaissances et les collègues des Dépêches de Brazzaville du décès de leur fils et neveu Bienvenu Balimba, survenu le vendredi 2 décembre 2022 à Pointe-Noire.

La veillée mortuaire se tient au n° 79 de la rue Likouala à Poto-Poto (Arrêt de bus ex-Mucodec de l'avenue de France).

Le programme des obsèques se présente comme suit :

Lundi 19 décembre 2022 :

16h00 : arrivée de la dépouille mortelle à l'aéroport Maya-Maya ;

18h00 : dépôt à la morgue municipale de Brazzaville ;

Mardi 20 décembre 2022 :

9h00 : recueillement au domicile ;

12h00 : départ pour la basilique Saint-Anne à Poto-Poto

13h00 : départ pour le cimetière ;

16h00 : retour et fin de la cérémonie.



AVIS DE RECHERCHE

Nous recherchons Mme Annie Blanche Dikongo Tsimba, Pour tous renseignements, prière de nous contacter aux

TÉL. : 05 314 12 91 ; 06 651 14 77

ENERGIES NUCLÉAIRES

Le Congo en voie de ratifier la Convention sur la protection physique

L'Assemblée nationale examine actuellement le projet de loi autorisant l'adhésion du Congo à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires. Auditionné le 15 décembre par la Commission affaires étrangères, coopération et congolais de l'étranger, le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a donné le bienfondé de cette convention.

La représentation nationale a, en effet, auditionné le ministre sur la politique du Congo relative au stockage des matières nucléaires. Charles Richard Mondjo, dans sa réponse, a indiqué qu'il n'existe pas une politique de stockage des matières nucléaires en République du Congo. Il s'agit plutôt, a-t-il expliqué, d'une procédure administrative régulièrement mise en œuvre par les différents ministères au titre de leurs prérogatives respectives. « Pour la République du Congo, parler de stockage des matières nucléaires peut paraître inapproprié, tant notre pays a confirmé son engagement de ne pas développer des armes nucléaires, encore moins de stocker sur son sol des matières nucléaires », a déclaré le ministre de la Défense nationale.

Il a, cependant, reconnu que de nombreuses opérations de manipulation des sources radioactives ou à rayonnements ionisants s'effectuent dans les structures hospitalières comme le Centre hospitalier universi-

taire de Brazzaville (CHU-B), l'hôpital de Loandjili et l'hôpital d'Oyo ainsi qu'au niveau des sociétés pétrolières, des services de l'audiovisuel et bien d'autres secteurs de l'économie nationale. Ces sources, une fois parvenues au terme de leur durée de vie, doivent, a-t-il assuré, être retirées des installations et mises en sécurité en attendant leur réexportation vers les pays de provenance, car il s'agit de substances dangereuses.

« De manière concrète, cette procédure se déroule de façon suivante : la structure concernée adresse une demande au ministère des Mines pour l'informer de cette situation, appuyée en cela par la documentation nécessaire sur la source concernée, en vue d'organiser les opérations de son rapatriement. Sur cette base, le ministère des Mines, à travers son point focal dans la plateforme nationale, saisit à son tour l'AIEA, qui enverra l'un de ces experts à Brazzaville ou Pointe-Noire, avec les équipe-



Le ministre Charles Richard Mondjo

ments nécessaires que sont les conteneurs à plomb, les outils spéciaux, pour le conditionnement de cette source », a expliqué Charles Richard Mondjo. A titre d'exemple, il a évoqué la réexportation vers le Canada

de deux sources radioactives de cobalt-60 qui se trouvaient au CHU-B et récemment de quatre autres appartenant à la société Bureau Veritas Sau, réexpédiées vers la France le 16 novembre dernier.

S'agissant de la ratification de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires engagée par le gouvernement, elle fait partie d'un corpus plus large de traités et conventions adoptés par les Nations unies et mis en œuvre à travers l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Elle permettra au Congo de remplir ses obligations liées à sa participation en tant qu'Etat-partie à la dynamique internationale de désarmement nucléaire. « C'est une convention de grande importance pour la santé publique, pour la protection de l'environnement et pour la prévention des risques de manipulation inavouée de matières dangereuses », a précisé le ministre.

Notons que la République du Congo est bénéficiaire de l'assistance technique de l'AIEA. Le Parlement congolais a autorisé cette année la ratification du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, adopté en 2017.

Parfait Wilfried Douniama

LE FAIT DU JOUR

Produits locaux

Le raphia était à l'honneur à Brazzaville, jeudi 15 décembre, à l'occasion d'une rencontre destinée à en pérenniser l'exploitation à des fins ménagères et d'habillement. Textile africain en fibres naturelles, ce matériau est apprécié pour sa solidité mais il est assez peu connu du grand public. D'où l'intérêt de lui accorder un peu de place dans l'univers très concurrentiel de la communication à l'heure où les initiatives sur la préservation de l'environnement et la valorisation des expériences de consommation moins polluantes mobilisent à travers les cinq continents.

A partir du raphia sont confectionnés des tenues vestimentaires ainsi que divers objets utilisés dans la vie de tous les jours parmi lesquels des paniers, des chapeaux, des corbeilles, des

abat-jours et bien d'autres. Il est certain que le handicap de la production essentiellement artisanale de ces outils fait qu'ils ne sont pas disponibles partout. Mais c'est bien cette dimension du travail manuel qui en scelle le charme car il y a aussi de l'attrait à observer le tisserand ramassé sur ses deux genoux, ou assis sur un banc au ras du sol, donner forme à sa création avec une patience incassable.

Les organisateurs de ce rendez-vous ont invité de potentiels mécènes à soutenir les artisans, mais aussi à faire en sorte que la matière première subsiste. C'est pour cela qu'ils ont exprimé l'ambition de dépasser le seul cadre de parler de la « fibre » au public. Pour eux, donner quelque couleur au raphia passe nécessairement par la recherche, le planting du fa-

meux palmier, la production, le traitement, le tissage, l'exposition et la vente de produits dérivés. Une telle ambition suppose aussi que l'appel lancé pour « sauver » le raphia soit entendu.

Comme tous les petits métiers hérités des générations passées, celui de tisserand comme celui de vannier ou de récolteur du vin de palme ont du souci à se faire sur le passage de témoin. De nos jours, les jeunes s'intéressent de moins en moins au méticuleux assemblage de fibres textiles, alors qu'il s'agit bien d'un art accompli de créativité, de choix des couleurs, d'originalité et de notoriété. Comment expliquer aux plus jeunes qu'ils peuvent produire et vivre de la confection de pantalons, chemises, robes, vestes, pagnes, sacs à main et sandales en raphia si l'on n'a pas au préa-

lable « conté » le raphia ?

Cette journée aura été instructive avec une session d'information couplée à une exposition-vente de produits originaux divers. Les initiateurs de la rencontre emmenés par Pascal Ngalibo étaient eux-mêmes parés de beaux complets en pagne - cette autre valeur vestimentaire congolaise et africaine- confectionnés avec des motifs parfaitement bien assortis. On leur souhaite de poursuivre cette œuvre de valorisation du textile africain en fibres naturelles avec l'implication des organismes nationaux ou internationaux qui pourront leur apporter le soutien requis pour réussir leur entreprise. Pour tout dire, consommer local est un choix plus que noble.

Gankama N'Siah

RÉFORME DE L'ÉTAT

Validation du Plan stratégique

L'atelier de validation technique de l'avant-projet du Plan stratégique de la réforme de l'Etat (PSRE), organisé par le ministère en charge de la réforme de l'Etat en partenariat avec la Banque mondiale (BM) et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) les 15 et 16 décembre à Brazzaville, permettrait à la République du Congo de s'adapter à un environnement en mutation continue.

Le PSRE est structuré en cinq axes, notamment le renforcement de l'Etat de droit ; la rationalisation de l'Etat ; la réforme du cadre de gestion économique et financière ; la réforme de la gouvernance territoriale ; la promotion d'une administration électronique. Le document actualisé décline, en effet, un diagnostic stratégique de l'administration publique, la vision stratégique et les principes, les orientations stratégiques, l'objectif global, les objectifs stratégiques et spécifiques ainsi que les axes stratégiques et les programmes de la modernisation de l'Etat.

Partenaire dans l'exécution du projet, la représentante résidente de la BM en République du Congo, Korotoumou Ouattara, a rappelé que les travaux d'actualisation du PSRE, lancés en février 2022, avaient permis, entre autres, d'examiner les matrices des diagnostics élaborés sur la vision d'Etat et les orientations stratégiques du pays. Ils avaient aussi permis d'évaluer les engagements internationaux du Congo, le programme d'action du gouvernement, l'éclairage théorique du processus de la réforme



Photo de famille/Adiac/Adiac

de l'Etat, les bonnes pratiques au cours des dix dernières années et l'état des lieux de l'administration publique congolaise.

Selon elle, la BM, à travers le Prisp, a soutenu le processus de consultations spécifiques dans les départements du Congo. « Les réformes actuelles demandent un engagement politique fort des gouvernants et je félicite monsieur le Premier ministre pour l'initiative des séminaires gouvernementaux qui consolident l'Etat et améliorent sa gestion

pour la satisfaction effective des besoins de la population », a encouragé Korotoumou Ouattara.

Le représentant résident par intérim du Pnud, Opia Mensah Kumah, de son côté, a rappelé que la réforme de l'Etat concerne l'ensemble des actions de changement touchant les valeurs, les modes d'organisation et le fonctionnement des institutions, de l'administration et des autres composantes de la société. Sa mise en œuvre permettra l'avènement d'une administration pu-

blique capable de produire des biens et des services de qualité, au profit des usagers des services publics. « Comme partout ailleurs, la réforme de l'Etat est un processus normal d'adaptation permanente du système public, dans son ensemble, à l'évolution de la société. Il s'agit d'adapter l'Etat à son environnement et de répondre à la nécessité de promouvoir la performance de l'administration ou des services publics », a-t-il déclaré.

Représentant le Premier ministre, le ministre d'Etat en charge des Affaires foncières, Pierre Mabilia, a indiqué que depuis plus de deux décennies, la République du Congo s'est engagée à mettre en œuvre des politiques publiques. Le quatrième séminaire gouvernemental a montré l'absence d'un cadre programmatique en matière de réforme, constituant un sérieux handicap dans la conception, l'élaboration et la mise en œuvre des réformes au Congo. L'actualisation de l'avant-projet du PSRE traduit la volonté du gouvernement de doter le pays d'un cadre de référence en matière de réforme de l'Etat.

« Dans la mesure où la réforme est un processus structuré et délibéré de production du changement, quelle que soit son ampleur, intègre des réflexions sur les problèmes et les solutions. Les résultats de cet atelier technique de validation du PSRE devraient permettre au Congo de s'adapter à un environnement en mutation continue », a-t-il déclaré, invitant les participants à examiner de manière critique les documents soumis à leur appréciation.

Parfait Wilfried Douniama

FINANCES DE L'ÉTAT

La BEAC soutient la réforme du compte unique du Trésor

La République du Congo vient d'intégrer l'application AMS/X dans la gestion du Compte unique du Trésor (CUT). La supervision de la réforme est confiée à la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) qui va aider le pays à moderniser la chaîne de gestion des comptes du Trésor.

Les travaux de la troisième session de déploiement de l'AMS/X, une application développée par la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), se sont achevés le 16 décembre à Brazzaville, avec la participation des experts de la sous-région. La réforme du CUT contribuera à l'amélioration des ressources de l'Etat, a estimé Maxence Ondongo, un cadre du Trésor.

Le but du processus en cours, d'après le directeur national de la BEAC, Serge Dino Daniel Ngassackys, est de rendre le Trésor public congolais plus efficace, afin qu'il puisse jouer son rôle de banquier et teneur des comptes de toutes les administrations publiques. Il a, par ailleurs, réitéré l'engagement de son institution à accompagner le Congo dans cette réforme de gestion des ressources publiques.

Les principaux défis à relever, a-t-il précisé, consistent à créer

un véritable écosystème du Trésor, avec l'intégration de tous les comptes relevant de l'administration publique. La Banque centrale contribuera à assurer l'instantanéité des informations complètes sur les disponibilités mobilisables par l'Etat ; à permettre un surcroît de facilité pour consolider toute la trésorerie de l'Etat ; également un surcroît de fluidité des dépenses et des recettes, pour le compte des services du Trésor public ; et à assurer la vérification efficace de l'exercice budgétaire de l'Etat, à travers la gestion optimale de la trésorerie.



Les membres du comité de réforme/DR

Au plan technique, la BEAC devra proposer un mécanisme de consommation des cours

de change pour l'intégrer dans l'application. Elle est chargée de transmettre aux instances

les éléments techniques de l'interface entre AMS/X et la nouvelle solution IMTF (Module contre la fraude et anti blanchiment des capitaux), ainsi que d'établir une liste complète des comptes individuels du Trésor et de clôturer les comptes ouverts dans les banques commerciales pour le lancement de l'application AMS/X.

Fiacre Kombo

Rendre le Trésor public congolais plus efficace, afin qu'il puisse jouer son rôle de banquier et teneur des comptes de toutes les administrations publiques. Il a, par ailleurs

CLIMAT DES AFFAIRES

Le Congo et l'UE pour un nouveau programme de réforme

L'Union européenne (UE) appuie le secteur privé congolais depuis 2017, à travers le financement du Programme de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales (PRCCE II). L'appui spécifique de l'UE devra se poursuivre sur l'amélioration de l'environnement des affaires, la promotion des activités agricoles et du bois.

La deuxième session du comité de pilotage du PRCCE II, tenue le 14 décembre à Brazzaville, a permis aux deux parties, congolaise et européenne, d'évaluer l'impact du programme et les difficultés rencontrées lors de sa mise en œuvre censée se clôturer en juin 2023. L'accès au financement pour les Très petites, petites et moyennes entreprises (TPE/PME) et la faible implication des compétences locales représentent les principales difficultés observées sur le terrain.

Les actions du projet ont fait émerger une génération de TPE/PME solides, permis la valorisation des produits congolais et la levée de quelques blocages au développement des entreprises. « Nous sommes satisfaits des résultats atteints. Les clusters (groupements) ont été structurés et dotés en équipements. Au-

jourd'hui, le seul défi à relever concerne l'accompagnement et la formalisation de ces Très petites, petites et moyennes entreprises », a estimé Aimé Blaise Nitoumbi, le directeur général de partenariat au développement.

En effet, le déploiement du PRCCE II a permis de renforcer trois chaînes de valeur (maïs/aviculture, fruits/légumes/produits forestiers non ligneux (PFNL) et bois/menuiserie). Plus de quatre



Les membres du comité de pilotage du PRCCE I/Adiac

zaville, Pointe-Noire, y compris dans les départements de la Bouenza, du Pool, du Niari, de la Sangha et de la Lékoumou. Mieux, trente-six projets ont bénéficié du

un clusters équipés en matériel de dernière génération, soit treize clusters fruits/légumes/PFNL, cinq clusters maïs/aviculture et trois clusters bois/menuiserie.

apporté par l'UE, environ 9,118 milliards FCFA, dans le cadre du 11e Fonds européen de développement. « La coopération avec le Congo dans ce domaine va continuer, en lien avec le programme pluriannuel 2021-2027. Le futur projet sera dédié à la promotion du secteur privé, l'amélioration du climat des affaires qui reste le principal défi à relever », a souligné Karl Rawert, le chef de coopération à la délégation de l'UE au Congo.

Fiacre Kombo

« Nous sommes satisfaits des résultats atteints. Les clusters (groupements) ont été structurés et dotés en équipements. Aujourd'hui, le seul défi à relever concerne l'accompagnement et la formalisation de ces Très petites, petites et moyennes entreprises »

mille personnes ont été touchées par le projet à Braz-

soutien et vingt-quatre clusters structurés, dont vingt et

Ces résultats correspondent au volume de financement

GESTION DURABLE DES FORÊTS

Plusieurs acteurs appelés à une participation collective

Dans un élan de participation et d'implication des communautés locales et de la population autochtone dans la gestion durable des forêts, l'Observatoire congolais des droits de l'Homme (OCDH), en partenariat avec la Rencontre pour la paix et les droits de l'Homme, a organisé le 16 décembre, à Brazzaville, un forum central sur les initiatives climatiques et la gestion durable des forêts.

La société civile (Institut cerveau vert, Observatoire indépendant des tourbières...); les cadres d'administrations (Ministère de l'Economie forestière, ministère de l'Aménagement du territoire, Accord de partenariat volontaire/Flegt...); le secteur privé (Uni Congo bois, ATIBT); les partenaires techniques (Union européenne, Agence française de développement, ITIE...) et les représentants des communautés locales et des peuples autochtones sont les différents acteurs ayant pris part au forum central sur les initiatives climatiques et la gestion durable des forêts. L'objectif étant de sensibiliser les parties prenantes aux enjeux liés à la gouvernance climatique forestière et foncière en République du Congo, ainsi que de favoriser la responsabilisation de chaque acteur



Des participants au forum Adiac

sur les questions de gouvernance des ressources forestières locales.

« La République du Congo fait partie du Bassin du Congo et son économie repose principalement sur l'exploitation des ressources naturelles, dont la forêt. Et, il y a autant d'enjeux que pour assurer une meilleure

gestion des écosystèmes, une politique de gestion durable ayant pour base l'aménagement forestier avait été adoptée par les pouvoirs publics, tout en impliquant trois piliers : l'économie, l'environnement et le social qui invitent à ne laisser personne de côté. D'où notre mobilisation d'au-

jourd'hui à convier autour d'une même table les différents acteurs œuvrant pour la bonne gouvernance des ressources naturelles et des questions climatiques, forestières et foncières », a fait savoir Franck Chardin Tchibinda, directeur exécutif de l'OCDH.

Les communications au cours

de ce forum ont, entre autres, porté sur les enjeux et défis de la gouvernance forestière; les enjeux, défis et opportunités de la gouvernance climatique; le contrôle communautaire; et, enfin, la gestion durable des forêts. Les conclusions de ces échanges permettront certainement, à l'avenir, de créer une synergie d'action entre les différents acteurs. Ce qui favorisera ainsi un climat de dialogue et de partage d'expérience entre les parties prenantes pour une meilleure gouvernance climatique, forestière et foncière. « Nous sommes plus que rassurés que chacun jouera sa partition pour une meilleure intégration inclusive de la gestion durable de nos ressources, au bénéfice de la population », a souhaité Franck Chardin Tchibinda.

Merveille Atipo

ARTISANAT

Lancement officiel du « Village raphia Panga »

Jeune entreprise artisanale spécialisée dans la mise en valeur du raphia, « Village raphia Panga » a été présenté au grand public, le 15 décembre à Brazzaville, en vue du lancement officiel de ses activités.

Présidée par la ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'Artisanat et du Secteur informel, Jacqueline Lydia Mikolo, la cérémonie de lancement officiel du collectif artisanal « Village raphia Panga » a mis en lumière les immenses potentiels que regorge le tissu raphia. A en croire son manager Pascal Ngalibo, « Village raphia Panga » est né du fait que depuis un certain temps le raphia tant à se raréfier faute d'une nouvelle génération qui ne s'intéresse pas à sa culture. « Si le raphia et les tisserands disparaissent dans certaines contrées de notre pays, c'est toute l'histoire d'un peuple qui disparaîtra également de façon définitive », a-t-il ajouté.

Ainsi, dans le cadre de ses activités, « Village raphia Panga » se propose de : multiplier et poursuivre des recherches sur le raphia, procéder à l'opération de planting des palmiers à raphia avec la population locale; former les jeunes en techniques de tissage et de couture d'étoffes ou pagnes en raphia ; de fabriquer et exposer des créations mettant en valeur le raphia. « En tant que citoyenne, je suis d'autant plus heureuse de constater l'intérêt croissant que suscite de nos jours l'un de nos produits tradi-



La ministre des PME et de l'Artisanat, entourée de l'équipe dirigeante du « Village raphia Panga » visitant l'exposition/Adiac

tionnels le plus emblématique, le tissu issu du palmier à raphia. Je suis également ravie de voir combien sont élégants ceux qui sont habillés entièrement ou partielle-

ment en raphia. L'initiative est louable et encourageante, d'autant plus que l'entreprise converge avec les efforts du gouvernement. Je la souhaite de fructueux lendemains », a

déclaré la ministre des PME et de l'Artisanat.

Pour Jacqueline Lydia Mikolo, la pérennisation des valeurs du raphia dans nos sociétés constitue, de nos jours, une interpel-

lation pour la sauvegarde de ce patrimoine national, qui passe aussi par la culture du palmier à raphia. « Le Congo, pays vulnérable au changement climatique, participe à l'effort planétaire de stabilisation du climat par le planting d'arbre. Intégrer le palmier à raphia dans cette diversité des arbres à planter serait donc une entreprise doublement salutaire, mais aussi vecteur et source d'emploi », a-t-elle souligné.

Pour le lancement de ses activités, « Village raphia Panga » a présenté au public un film documentaire sur l'histoire de cette étoffe traditionnelle au Congo, suivie d'une démonstration de la fabrication d'une pièce à base de raphia par Jérôme Mbani et de la visite de l'exposition de quelques articles fabriqués par cette entreprise comme des tenues vestimentaires pour hommes, femmes et enfants, des chaussures, des chapeaux, des sacs à mains, mais également des murales et pots de fleurs accessoirisés avec du raphia.

Notons que le « Village raphia Panga » participe et expose ses articles à la semaine du raphia qui se tient du 16 au 23 décembre, au Pefaco hôtel Maya-Maya, à Brazzaville.

Merveille Atipo

« Si le raphia et les tisserands disparaissent dans certaines contrées de notre pays, c'est toute l'histoire d'un peuple qui disparaîtra également de façon définitive »

GOUVERNANCE

La société civile sensibilisée à la lutte contre la corruption

La Haute autorité de lutte contre la corruption (Halc) a édifié, le 16 décembre à Brazzaville, les leaders des organisations de la société civile sur les problématiques du phénomène tout en les appelant à jouer pleinement leur rôle dans ce combat.

La sensibilisation des leaders des organisations de la société civile par la Halc a eu pour objectif de les mobiliser afin qu'ils s'engagent pleinement à la lutte contre la corruption, la concussion, la fraude et les infractions assimilées. Les échanges, ponctués par une séance de questions-réponses, ont porté sur plusieurs problématiques : des dispositions législatives et réglementaires sur la protection des dénonciateurs et lanceurs d'alerte ; écosystème national de lutte contre la corruption, la Halc et ses procédures de saisine ; l'aperçu général de la loi anti-corruption etc. Il convient de rappeler que la dénonciation des faits de corruption se fait au numéro vert 1023.

« Cet acte dénote de votre volonté à contribuer à la réussite des missions

confiées à notre institution », a fait savoir le président de la Halc, Emmanuel Ollita Ondongo, s'adressant aux organisations de la société civile qui ont rôle important à jouer dans la lutte contre la corruption. Selon lui, cette lutte mérite l'implication de tous les Congolais. Il est incompatible d'œuvrer pour l'émergence du pays et entretenir en même temps les antivaleurs comme la corruption, a-t-il poursuivi. Pour le secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile et des organisations non gouvernementales, Céphas Germain Ewangui, la synergie d'action avec la Halc est importante pour renforcer la lutte contre la corruption. Un fléau qui entrave le progrès du pays à plus d'un titre. « Par la corruption,



La société civile sensibilisée à la lutte contre la corruption/Adiac

certaines cadres obtiennent des diplômes et autres qualifications immérités avec tous les dangers publics que cela représente », a-t-il déclaré.

Les organisations de la société civile vont donc aider à amplifier la lutte contre

la corruption comme cela se fait toujours à travers le monde. « Les organisations de société civile ont la responsabilité au jour le jour à la conscience nationale ; à travailler à l'amélioration de l'indice de perception de la corruption dans notre pays

aux côtés de la Halc », selon Céphas Germain Ewangui évoquant la nécessité pour les leaders de la société civile à avoir la pleine connaissance des stratégies mises en œuvre pour conduire au mieux cette bataille.

Rominique Makaya

CENTRE DE FORMATION TECHNIQUE

Treize sous-officiers suivent une formation en équipement

Le stage en licence professionnelle de technologie, option « Maintenance industrielle », ouvert le 16 décembre à Brazzaville pour s'achever dans trois ans permettra aux participants venus des différentes unités des Forces armées congolaises d'assurer le maintien en condition du matériel du ministère de la Défense nationale.

Pour assurer sa mission de formation technique et professionnelle, le centre, par le biais de sa tutelle, a signé deux conventions de partenariat pédagogique: l'une, avec le ministère de l'Enseignement technique et professionnel, le 12 septembre 2004 ; l'autre, avec l'Université Marien-Ngouabi, le 27 juin 2019, portant sur la licence technologique.

Les enseignements dans le cadre de ce parcours de la licence professionnelle en Génie mécanique, option « Maintenance industrielle », sont organisés en 180 crédits de 15 heures chacun. Ils sont répartis en six semaines correspondant ainsi à une durée de trois ans, soit 2 700 heures, conformément aux normes et standards du système LMD. Le programme de ce parcours comporte des compétences générales.



Le directeur général de l'équipement entouré des stagiaires Adiac

Prenant la parole pour la circonstance, le commissaire général de brigade, Ambroise Mopendza, directeur général de l'équipement du ministère de la Défense nationale, au nom de l'ensemble du personnel de cette direction générale, mais aussi celui des encadreurs et intervenants au Centre de formation technique, a souligné qu'il s'agit d'une avancée posi-

tive qui permettra de répondre, de manière efficace, à l'insuffisance de l'offre étrangère en matière de formation technique, afin de former le personnel conformément aux réalités locales et ses spécificités. En cela, l'expertise développée par l'Université Marien-Ngouabi est, selon lui, un atout important qui permettra de relever ce challenge.

Il a estimé que la relance de la formation technique est un processus continu qui nécessite une implication totale de toutes les compétences sur les chaînes hiérarchiques et techniques des armées. « Considérée à juste titre comme socle de base dans cette démarche de modernisation de l'outil de défense, elle doit pouvoir s'appuyer sur des person-

nels qualifiés, en nombre suffisant, pour répondre aux défis inévitables de la maintenance des matériels. Sans prétention aucune, ce stage entend y contribuer à sa manière », a-t-il ajouté.

« Le commandement, après avoir consenti d'énormes moyens pour ce stage, attends de vous une réussite totale au cours de ces trois années de formation », a déclaré le directeur du Centre de formation technique (CFT), le colonel Daudier Claude Mbayi, à l'endroit des stagiaires.

Signalons que le CFT existe depuis 2006 et a été prévu pour délivrer les formations techniques aux fins de former dans le domaine de l'équipement un personnel apte à assurer le maintien en condition des matériels du ministère de la défense nationale.

Guillaume Ondze

INSÉCURITÉ À BRAZZAVILLE

Recrudescence du « phénomène bébés noirs » à l'orée des fêtes

L'insécurité grandissante a repris son droit de cité à Brazzaville avec la recrudescence du phénomène « Bébés noirs ou kulunas ». De nombreux cas d'agression sont signalés dans plusieurs quartiers dont celui commis le 17 décembre aux environs de 5 heures au quartier Casis, dans le neuvième arrondissement Djiri, où un jeune s'est vu amputer un bras.

Le phénomène de violence urbaine, incarné par les « Bébés noirs » est, en effet, devenu une cause majeure d'insécurité. Ils commettent des forfaits sur la voie publique, dans les domiciles privés, en milieu scolaire. Aussi, les rivalités entre les écuries de ces « Bébés noirs » créent l'insécurité, la psychose, troublent la sérénité des paisibles citoyens. « Les bébés noirs ont amputé ce matin le bras d'un jeune alors qu'il sortait de chez lui. Ces actes odieux sont devenus récurrents dans notre quartier », a témoigné une femme qui habite Casis. Jadis observée dans les quartiers périphériques, la délinquance juvénile se répand presque dans tous les quartiers. « J'ai échappé à une agression physique des bébés noirs le jeudi dernier aux environs de 5 h. Je sortais tôt pour aller acheter la marchandise, en route j'ai rencontré un jeune qui faisait le sens contraire. Ayant eu peur, j'ai rebroussé chemin sans savoir que je pouvais tomber dans son piège. En effet, en retournant, il m'a donné une double avant de brandir sa machette à hauteur de ma tête, me blessant légèrement au niveau du coude droit. J'étais obligé de lui céder le sac, le téléphone et les

lunettes que je venais d'acheter à peine deux mois pour des problèmes de vue. Là, je suis obligé de repartir chez le médecin pour qu'il me prescrive au moins le collyre puisque j'ai des soucis aux yeux », a indiqué une victime des bébés noirs au quartier Casis.

D'après d'autres témoignages, un officier de la force publique a ouvert récemment le feu sur un bébé noir qui tentait de l'agresser à l'aide des machettes avec ses amis. Certains voyous qui semblaient enterrer la hache de guerre ont refait surface, surtout en cette période de fêtes de Noël et de fin d'année.

À Texaco, dans le sixième arrondissement de Brazzaville, Talangai, un jeune gang qui semblait se reconvertir en s'occupant désormais de sa petite famille a déterré sa hache de guerre en se faisant parler de lui ces derniers temps. Il justifie son rétropédalage par le fait qu'il serait attaqué par un autre groupe de gang alors qu'il avait déjà tourné cette page.

En attendant la réhabilitation des centres de réinsertion professionnelle, les pouvoirs publics devraient mettre des bouchées doubles pour éradiquer sinon réduire l'ampleur de ce phénomène qui a trop duré.

Parfait Wilfried Douniama

DISPARITION

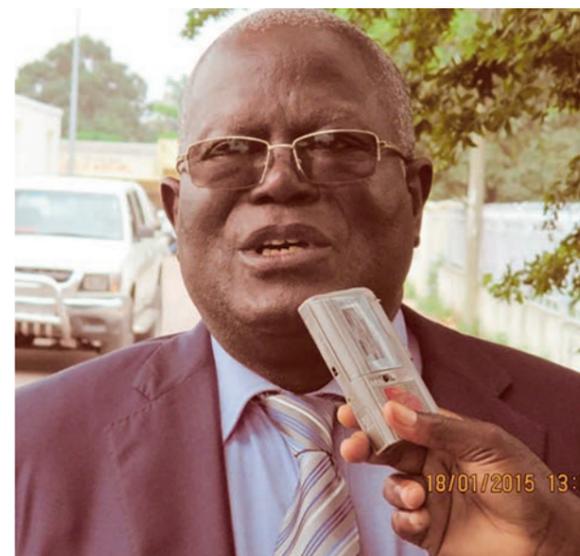
Camille Bongou n'est plus

L'un des confondateurs et ex-numéro deux du Parti congolais du travail (PCT) dans les années 1980, Camille Bongou est décédé le 16 décembre en France, à l'âge de 78 ans.

Depuis 1989, l'illustre disparu avait quitté les rangs du PCT et s'était reconverti dans la culture. Premier licencié de philosophie de l'Université de Brazzaville en 1974 (actuellement Université Marien-Ngouabi), Camille Bongou, natif de Bokouélé dans le département de la Cuvette, avait suivi une formation doctorale de philosophie en Belgique avant de créer les Editions Presses et Culture en 1991, à Brazzaville. Il devient plus tard président de la Société congolaise de philosophie.

Acteur politique de convictions, Camille Bongou privilégiait le débat d'idées, la conciliation des contraires et l'intérêt. Il a pris part à plusieurs colloques scientifiques et a préfacé nombreux ouvrages. Son décès ferme le banc sur la génération du PCT de la première heure qui disparaît peu à peu.

Le monde culturel garde de lui un bon souvenir suite au colloque sur la façade atlantique du Congo qu'il avait organisé à Pointe-Noire, en



partenariat avec le ministère des Transports.

Expliquant à la presse l'intérêt de ces retrouvailles, Camille Bongou avait déclaré : « C'est le début d'une série de rencontres que nous comptons mettre sur pied dans les différents départements pour amorcer une réflexion sur l'identité congolaise d'hier et d'aujourd'hui. L'idée est de questionner nos origines, d'étudier les liens entre les communautés du pays et les transformations qu'elles ont connues ».

Roger Ngombé

INTERVIEW

Ahmed Agargi : « Nous sommes disposés à partager notre savoir-faire avec les frères du continent »

Le chargé d'affaires près l'ambassade du Royaume du Maroc au Congo a souligné, dans une interview qu'il nous a accordée, que les prestations de qualité livrées par les Lions de l'Atlas, lors de la phase finale de la Coupe du monde jouée au Qatar, sont le fruit d'un travail de longue haleine ayant permis à cette sélection de devenir la première formation africaine à jouer une demi-finale de la compétition planétaire. Entretien.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.): Monsieur le chargé d'affaires, depuis combien de temps êtes-vous en poste ici au Congo ?

Ahmed Agari (A.A.): Je suis nommé à Brazzaville depuis le début du mois de juin et j'ai pu découvrir un pays extraordinaire ainsi que des gens très chaleureux et très accueillants. J'ai été heureux de mon affectation ici puis que cela m'a permis d'œuvrer avec la partie congolaise pour donner un nouvel élan à cette relation d'exception qui existe entre nos deux pays.

L.D.B. : Le Maroc est entré dans l'histoire en devenant la première sélection africaine à disputer les demi-finales d'une Coupe du monde. Comment analysez-vous cet exploit des Lions de l'Atlas ?

A.A.: J'estime que cet exploit est le fruit d'un travail qui a débuté depuis plus d'une décennie. Sous la conduite éclairée de sa majesté le roi, notre pays a mis sur place toutes les infrastructures nécessaires. A titre d'exemple, l'Académie Mohammed VI pour la formation dans le domaine du football a permis d'alimenter l'équipe nationale de joueurs talentueux et performants, comme EN-Nesyri, Ounahi, Agherd et Tagnaouti. Actuellement, le Maroc a franchi le mur psychologique qui permettra de motiver les autres sélections africaines lors des prochaines Coupes du monde.

L.D.B.: Quelle a été la recette pour le Maroc ?

A.A.: Grace à son infrastructure et ses cadres formateurs, le Maroc arrive à former des joueurs de haut niveau, sans oublier la communauté marocaine établie à l'étranger qui fournit aussi des joueurs de qualité comme Ziyech qui évolue à Chelsea, Hakimi au PSG et Mazraoui au Bayern de Munich... Il y a lieu de signaler qu'avec un tel effectif, l'équipe marocaine a commencé cette compétition avec l'ambition d'aller le plus loin possible. Actuellement, le Maroc a envoyé un message



Ahmed Agari, le chargé d'affaires près l'ambassade du Royaume du Maroc au Congo/Adiac

fort aux autres sélections africaines qu'il faut croire en soi pour pouvoir aller de l'avant. Les talents sont là, il faut les accompagner et les former pour pouvoir relever le défi.

L.D.B.: A la faveur de ce parcours à la Coupe du monde, peut-on envisager l'avenir du football africain en général et du Maroc en particulier avec beaucoup d'optimisme ?

A.A.: Je suis optimiste de nature, très confiant. Je sais pertinemment que le continent africain regorge de talents. Ce qu'il faut, c'est de mettre en place des infrastructures et des formations nécessaires. Dans ce domaine, le Maroc est précurseur et disposé à partager son expertise et son savoir-faire avec ses frères du continent. Il faut commencer par la formation des jeunes pour pouvoir alimenter les équipes nationales. C'est un travail de longue haleine et aussi un travail de prospection.

L.D.B. : Le Maroc avait les moyens de prolonger le plaisir face à la France. Mais l'issue du match a été très cruelle. Quels enseignements tirez-vous de cette rencontre ?

A.A.: On avait la possibilité de gagner ce match mais c'est le football.

Dans le haut niveau comme le match de mercredi, il y a quelques détails qui font la différence, comme la gestion des blessures et la répartition des efforts fournis depuis le début de la compétition, sachant que l'entraîneur n'a pris en main la sélection que seulement trois mois avant le début de la Coupe du monde. Néanmoins, il a réussi la mise sur place d'un esprit d'équipe et de liens forts entre les joueurs. Maintenant, il faut tirer les enseignements nécessaires de ce parcours extraordinaire et commencer d'ores et déjà à préparer la prochaine Coupe du monde en mobilisant toutes les ressources nécessaires. Ceci est valable pour les autres équipes africaines qui doivent aborder les prochaines Coupes du monde avec l'objectif de les remporter.

L.D.B.: Etes-vous d'avis que le manque d'expérience a pesé sur la balance ?

A.A.: C'est vrai que nous avons en face les champions du monde. Le Maroc a dominé la France en terme de possession de balle. Mais dans le football moderne, il faut être réaliste comme on l'a été dans les autres matches contre la Belgique, l'Espagne et le Portugal. A un moment donné, on a fait douter les Français

et malgré le fait qu'ils avaient marqué le deuxième but, on a continué à pousser jusqu'au bout. Ce qui démontre que cette équipe du Maroc a du caractère.

L.D.B.: Votre pays qui a fait rêver tout un continent n'a gagné la Coupe d'Afrique des nations qu'une seule fois, en 1976. Pensez-vous que cette génération dispose désormais des moyens pour gagner la prochaine édition en Côte d'Ivoire ?

A.A.: Le Maroc doit gagner la prochaine Coupe d'Afrique des nations pour confirmer la prestation réalisée lors de la Coupe du monde, Qatar 2022. En mon humble avis, il serait souhaitable de renouveler la confiance à l'entraîneur national, Oualid Réragui, qui fait un travail

remarquable et qui honore les techniciens nationaux et africains qui n'ont rien à envier aux entraîneurs étrangers.

L.D.B.: La fédération royale marocaine de football et celle du Congo de football sont liées par un contrat de partenariat. Que vous inspire cette coopération ?

A.A.: Nous avons une expertise et un savoir-faire non négligeables que nous pouvons partager avec nos frères congolais. Le Congo est un pays qui regorge de talents et le notre est disposé à partager son expérience dans le cadre du partenariat qui les lie. Il faut aussi penser à mettre en place des terrains de proximité pour permettre aux jeunes de s'épanouir.

L.D.B.: Pour conclure...

A.A.: Je souhaiterais un jour voir, ici à Brazzaville, la mise en place de l'Académie Denis-Sassou-N'Gusso de football, personnalité pour laquelle j'ai une très grande estime. Ce centre permettra au Congo de former des joueurs de grande qualité qui pourraient évoluer dans de grands championnats à l'étranger. Ce qui contribuera au rayonnement de votre pays.

Propos recueillis par James Golden Eloué

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

Un réseau en œuvre dans le Kouilou

Présidé par la Direction départementale de la promotion de la femme au Kouilou, le réseau de lutte contre les violences faites aux femmes et aux jeunes filles vise à sensibiliser la population aux différentes formes de ces violences ainsi que des procédures à engager en cas d'actes d'inhumanité, a souligné Doris Néné Samba, la directrice, au cours d'un entretien avec «Les Dépêches de Brazzaville».

Le réseau de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles a été mis en place en avril dernier, dans le cadre du projet « Kutelema na kuniokuama ya ba kento » en français « Levons-nous contre la maltraitance des femmes dans le département du Kouilou ». Le projet qui va durer trois ans est porté par la Fondation AVSI, en collaboration avec le groupe de réflexion contre les violences fondées sur le genre et Tayuwana. Il bénéficie d'un financement de l'Union européenne.

En effet, les violences ayant pour base le genre étant considérées comme un frein à la promotion de l'égalité homme-femme et un obstacle à la mise en œuvre des politiques de promotion du

genre, ce projet arrive à point nommé, d'après elle, car il permet de promouvoir les droits des personnes et des groupes vulnérables, victimes de ces violences. Il intervient dans trois sous-préfectures du Kouilou, à savoir Loango, Hinda et Madingou Kayes.

Pour renforcer les actions à mener dans ce département, ce réseau a été élargi à six autres organisations de la société civile ayant une expérience avérée dans les activités communautaires. C'est ainsi qu'après huit mois de sa mise en place, sa présidente, Doris Néné Samba, s'est félicitée du travail fait. Selon elle, le Kouilou qui ne disposait pas de données statistiques des violences ayant pour base le genre a

aujourd'hui un fichier disponible. Les familles sortent petit à petit de leur silence. « À ce jour, nous avons cinquante-sept cas de violences enregistrés dans les trois localités précitées, avec une prédominance des cas de déshonneur sur mineur à Madingou Kayes ».

Elle a également souligné que le projet « Kutelema na kuniokuama ya ba kento » accompagne les victimes des violences à la prise en charge holistique, parce que le dossier fait intervenir plusieurs acteurs, notamment les médecins, les juristes, la police judiciaire, les affaires sociales et la promotion de la femme. Mais, des familles qui ne laissent pas aboutir des procédures judiciaires font que les auteurs



Doris Néné Samba/Adiac

de violences restent impunis. « Les violences fondées sur le genre ont des conséquences très néfastes, c'est pourquoi, j'insiste pour que les victimes, les parents des victimes, voire les témoins dénoncent les mal-faiteurs. La loi Mouébara est venue appuyer notre combat, nous devons aller de l'avant

pour freiner ce phénomène », a-t-elle martelé.

Notons que dans le cadre des actions de ce projet, 15 000 personnes devraient être sensibilisées. Sont également bénéficiaires du projet, le centre de recherche, d'information et de documentation sur la femme, les directions départementales

HUMEUR

Rendre effective la décentralisation pour freiner l'exode rural

De nombreux Congolais, ici et là, souhaitent que la décentralisation prenne petit-à-petit corps sur toute l'étendue du territoire national, entendu qu'elle est l'un des moyens efficaces de freiner l'exode rural, d'accroître des ouvertures à la fonction publique locale et de sédentariser les gens sur des localités de leur choix en luttant efficacement contre la pauvreté.

Une fois que celle-ci sera quelque peu effective, l'ambition que nourrissent des jeunes ruraux de trouver du travail à Brazzaville ou Pointe-Noire finira par disparaître. A cet instant-là, des localités décentralisées disposeront d'une autonomie matérielle, organique et fonctionnelle, quoiqu'elles resteront, bien entendu, sous la surveillance permanente de l'Etat.

Cette décentralisation ne fera qu'emboîter le pas à la municipalisation accélérée que le pays a connue, permettant de sortir nos villages et districts de l'état « rural » dans lequel ils se trouvaient en les urbanisant par le maillage de certaines infrastructures modernes, sièges de communautés et communes urbaines, stades, voiries urbaines, routes et autres. Et quand adviendra cette décentralisation tant attendue, les Conseils départementaux ne pourront-ils pas décider en connaissance de cause du développement local ?

Quand on dit développement, on parle des services administratifs dans tous les secteurs de la vie sociale qui auront pour seul but d'urbaniser toutes nos cités en retenant des jeunes gens à la quête d'emplois qui aimeront bien exercer dans la localité urbanisée dans laquelle ils résident. Il est clair qu'avec la décentralisation bien dirigée, l'amélioration de l'accès de la population aux services sociaux de base retiendra coûte que coûte à la fois ces jeunes désireux de migrer vers des grandes agglomérations et aussi ces fonctionnaires qui brillent par des falsifications des certificats médicaux afin de quitter l'hinterland pour rejoindre Brazzaville et Pointe-Noire. Car pour ces jeunes, la campagne est synonyme de précarité d'emplois et de difficultés sociales de tout genre. Cette décentralisation équilibrée et cohérente en rapport avec la disposition de l'article 210 de la Constitution du pays tordra le cou de ceux-là qui ont toujours pensé que le travail salarié c'est à Brazzaville ou à Pointe-Noire.

La décentralisation pourrait booster l'économie des collectivités et créer une saine concurrence entre les collectivités territoriales pour le développement tout azimut de nos localités. Car, à la manière d'un enfant dans une famille, plus il est responsabilisé, plus des réflexes de maturité naissent en lui pour prendre son destin au sérieux.

Ceci étant, on ne se trompera peut-être pas si l'on peut affirmer que la décentralisation peut faciliter, d'une part, la mise en place de services adaptés aux besoins locaux et, d'autre part, créer des emplois pour faire travailler sur place des jeunes et mettre fin à l'exode rural.

Faustin Akono

FORMATION

Plus de 100 jeunes édifiés sur l'entrepreneuriat agricole

La section Congo du Conseil africain des jeunes entrepreneurs francophones (Cajef-Congo) a organisé du 15 au 16 juillet à Brazzaville au profit des jeunes de la capitale, un séminaire de formation sur les méthodes d'élaboration et de gestion d'un projet agricole.



Les participants/Adiac

Plusieurs jeunes issus des différents domaines et quartiers de la ville capitale ont découvert lors de ce séminaire les atouts que regorge le secteur agricole au Congo. Ils ont, en effet, échangé sur comment monter un projet agricole, sur la culture entrepreneuriale et le leadership.

Selon le président de Cajef Congo, Fabrice Andropov Agnangoye, ce séminaire vise à préparer une génération des entrepreneurs congolais dans les métiers de la terre. « Ce séminaire destine aux jeunes entrepreneurs a permis aux participants d'acquérir des connaissances sur les notions de l'entrepreneuriat agricoles. Notre structure mettra en place, dans les prochains jours, un incubateur agricole afin de per-

mettre à ces jeunes de concrétiser leur projet. Nous sommes très satisfaits du déroulement de ce séminaire, car les jeunes veulent bien se lancer dans l'agriculture mais ils sont sous-informés », explique-t-il.

Les participants ont promis de mettre en exergue toutes les connaissances et technologiques apprises durant ledit séminaire. Ils estiment que les pouvoirs publics devraient poursuivre leur dynamisme dans le secteur agricole en accompagnant les privés. Les différents panels ont été animés par des hommes de terrain, notamment des éleveurs, agriculteurs et chefs de projet.

Rude Ngoma

MONDIAL 2022

Une finale de légende envoie l'Argentine et Messi au firmament

L'Argentine, sacrée pour la 3^e fois, a réussi dimanche à offrir au génie Leo Messi le grand titre qui lui manquait en dominant 4 tirs au but à 2 (3-3 a.p.) en finale du Mondial-2022 la France, dont le rêve de doublé historique a brutalement pris fin au terme d'une finale d'anthologie.

A 35 ans, après son 26^e match en coupe du monde - nouveau record -, le septuple Ballon d'Or, dont l'extraordinaire carrière tire sur sa fin, décroche donc ce Graal tant convoité qui s'est longtemps refusé à lui. Avec un nouveau doublé en finale, dont le 2^e but en prolongations (109) alors que les Bleus avaient réussi à remonter deux buts de retard, son triomphe est total.

Comme contre les Pays-Bas en quart, les Argentins ont eu recours à une séance de tirs au but qu'ils auraient pu s'épargner mais lors de laquelle ils se sont montrés parfaits et qui, comme en 2006, s'est refusée à la France.

Souvent malheureux avec la sélection, avec laquelle il n'avait remporté jusque-là que la Copa America en 2021 et les JO en 2008, Messi s'offre du même coup un destin à la Maradona. Comme l'icône argentine qui avait emmené son pays sur le toit



L'Argentine remporte la finale face à la France (AFP)

du monde en 1986, « Leo » a dominé de la tête et des épaules le tournoi.

Après deux défaites frustrantes en finale en 1990 et 2014, l'Albiceleste décroche enfin cette 3^e étoile que convoitait également le vainqueur de 2018. Mais le passage de témoin entre Kylian Mbappé et Leo Messi, les deux co-équipiers du PSG, n'a finalement pas eu lieu sur les pelouses de Doha. Le Français qui veut s'inscrire dans les pas du « Roi Pelé » devra encore patienter un

peu malgré un premier triplé en finale depuis Hurst en 1966 qui a complètement relancé une équipe de France longtemps la tête à l'envers alors qu'elle avait l'occasion de devenir la première équipe depuis 1962 à conserver son titre.

Triplé de Mbappé

Victime d'un syndrome gripal plus tôt dans la semaine, les Français ont été cueillis à froid par des guerriers argentins fidèles à leurs habitudes, gagnés eux par les virus de la

gagne et de la rage. Habités, affamés, les Sud-Américains ont mordu d'entrée dans la rencontre et dans les mollets des Français, asphyxiés par le pressing et l'agressivité adverse en milieu de terrain. De retour dans le 11 de départ, Di Maria a parfaitement secondé Messi pour multiplier les zones de danger, mettre sur le reculoir les Bleus et leur faire très mal. C'est ainsi lui qui a profité de la naïveté défensive de Dembélé pour que Messi puisse tirer son 5^e penalty du tournoi. Le danseur étoile de Rosario ne s'est alors pas privé d'inscrire son 6^e but dans le tournoi (23).

En conclusion d'une contre-attaque rapidement exécutée, Di Maria, servi par Mac Allister, a ensuite lui-même rapidement fait le break (36^e) devant ses supporters également dominateurs en tribunes. Obligé de secouer ses joueurs alors incapables d'entrer dans le camp adverse et tétanisés

par le scénario, Deschamps a tenté de stopper l'hémorragie avant la pause en faisant entrer Kolo Muani et Thuram pour Giroud et Dembélé (41^e).

Les Bleus l'ont entendu au retour des vestiaires et ont réussi à jouer un peu plus haut et à mettre un peu plus le pied sur le ballon. Refusant la défaite, ils ont même réussi à s'offrir des prolongations inespérées avec un doublé de Mbappé, invisible jusque-là. En 97 secondes, le temps d'inscrire un penalty obtenu par Kolo Muani (80^e) puis d'armer une demi-volée après un service de l'ex-Nantais (81^e), « Kiki » a complètement relancé la fin de match, qui a alors basculé dans l'irrationnel avec deux nouveaux buts (109^e et 117^e) des deux meilleurs joueurs du tournoi. Pendant que Messi triomphe, Mbappé, avec huit réalisations, doit donc se contenter du trophée de meilleur buteur du tournoi.

AFP

RÉFLEXION

Les Etats-Unis, à leur tour ...

Le tournant des Etats-Unis vers l'Afrique auquel nous avons assisté ces derniers jours était inévitable compte-tenu de la nouvelle équation stratégique qui marque le temps présent, mais son ampleur mérite une attention particulière pour au moins trois raisons que voici résumées en quelques mots: d'abord parce qu'il laisse présager de grandes avancées pour le continent, ensuite parce qu'il va inévitablement accroître les tensions de l'Oncle Sam avec la Chine et la Russie, enfin parce qu'il aidera malgré tout le continent à se protéger mieux contre les effets mortels du dérèglement climatique.

Réunis pendant trois jours à Washington, la capitale des Etats-Unis, les quarante-neuf chefs d'Etat et de gouverne-

ment invités à participer à ce sommet hors norme se sont vus promettre par le président Joe Biden de recevoir une aide de 55 milliards de dollars qui sera débloquée au cours des trois prochaines années, mais aussi et surtout d'avoir enfin la place de membre permanent au sein du Conseil de sécurité des Nations unies qui leur permettra d'influencer enfin la gouvernance mondiale. Deux décisions majeures qui ne régleront certes pas les problèmes auxquels le continent se trouve aujourd'hui confronté mais qui auront comme effet certain d'accélérer fortement sa longue marche vers le progrès économique et social qui permettra à sa population de vivre mieux.

Ce qu'il convient de souligner, en conclusion du Sommet

Afrique-Etats-Unis de Washington, c'est que, parallèlement aux débats publics qui l'ont marqué, se sont déroulées de multiples rencontres à haut niveau dont on ne connaît rien ou presque, mais qui ont certainement modifié en profondeur les relations de la Maison-Blanche, du Département d'Etat et du Pentagone avec un certain nombre de pays africains. Dans le domaine économique et financier, bien sûr, mais aussi certainement sur le champ stratégique, l'objectif visé par les plus hautes autorités américaines étant de contrer les avancées militaires de la Chine et de la Russie qui pourraient à plus ou moins long terme modifier les rapports de force internationaux au détriment des Etats-Unis.

Ajoutons pour conclure sur le

thème de cette Réflexion que les trois Grands de la planète faisant désormais clairement de l'Afrique un enjeu majeur de leur diplomatie, il est un quatrième Grand, l'Union européenne, qui ferait bien de tirer dès à présent les conclusions du Sommet Afrique-Etats-Unis auquel nous venons d'assister. Rien, en effet, ne serait plus préjudiciable pour le Vieux continent que de ne pas tirer de ce Sommet les conclusions qui s'imposent. Et, cela va de soi, de mobiliser toutes ses forces afin de faire mieux entendre sa voix sur la scène africaine, de préserver ainsi ses intérêts, d'accroître son influence dans la sphère diplomatique, bref de ne pas rester à l'écart de la prodigieuse émergence du continent qui marque le début de ce nouveau millénaire.

Jean-Paul Pigasse